



Justice Mondiale

Printemps
2011

Les droits des femmes sont des droits des travailleurs



En Afrique du Sud, des femmes manifestent en faveur du droit des femmes à l'égalité.

par Pat Daley et Archana Rampure

CENT MEMBRES du Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) se sont réunis à Johannesburg en novembre 2010 pour participer à un atelier national innovateur sur l'égalité des femmes. L'atelier visait à intégrer le combat pour l'égalité des femmes à la lutte plus vaste du mouvement syndical sud-africain pour les droits des travailleurs et contre la corruption gouvernementale.

Archana Rampure et Pat Daley, membres du personnel du SCFP, ont participé à l'atelier sur l'égalité hommes-femmes et ont pu constater les avantages et les désavantages de l'intégration des hommes et des femmes. Ce fait, jumelé à l'ampleur de l'atelier auquel assistaient des représentantes de

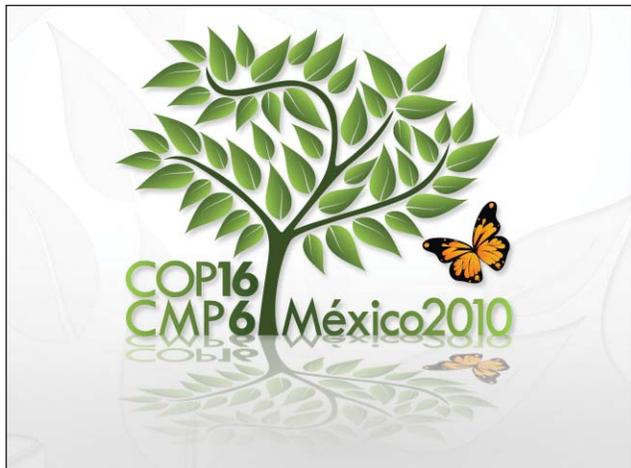
chaque province d'Afrique du Sud, a rendu l'expérience d'apprentissage fascinante pour les consœurs du SCFP, qui étaient là pour partager leurs compétences en recherche et en communications. L'atelier, qui s'inscrivait dans un projet pluriannuel en cours entre le SCFP et le SAMWU sur la syndicalisation de femmes travaillant à contrat pour diverses municipalités sud-africaines, a permis aux militantes du SAMWU d'apprendre des réussites et des défis de leurs consœurs.

C'est dans la province du Cap-Oriental que la syndicalisation de nouvelles travailleuses et la « remunicipalisation » (ou rapatriement à l'interne) des services ont connu le plus de succès. Les syndicats sud-africains n'ont pas l'avantage du précompte syndical

Justice mondiale est
publié par le Syndicat
canadien de la fonction
publique et est
disponible en
ligne à [www.scfp.ca/
justice-mondiale](http://www.scfp.ca/justice-mondiale).
Faites parvenir vos
suggestions à
rspence@cupe.ca

SCFP

Suite à la page 4



SOMMET SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES CDP16 :

Les travailleurs veulent un climat plus stable

par Matthew Firth

LE TRAVAIL ENTREPRIS par le SCFP avec le Conseil des Canadiens est un exemple clair de la coopération nécessaire pour faire face aux changements climatiques, a déclaré le secrétaire-trésorier national Claude Généreux aux 150 personnes déléguées des divers mouvements progressistes participant à la 16^e Conférence des Parties (CDP) de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Cancun, au Mexique, en décembre 2010.

M. Généreux a assisté à la conférence avec Carolyn Unsworth et Carina Ebnoether, membres du Comité national de l'environnement, et Pierre Ducasse et Matthew Firth, membres du personnel.

La rencontre de ces délégués pour discuter de mobilisation et d'action en

matière de changements climatiques a été l'un des faits saillants de la conférence. Le sommet tenu dans le cadre de la CDP16 avait été organisé par le Cornell Global Labor Institute.

Prenant la parole au sommet, Claude Généreux a affirmé que les travailleurs sont prêts à contribuer à l'édification d'une société plus durable et à la stabilisation du climat.

Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, s'est aussi adressée aux délégués des différents mouvements. « Considérez que les luttes des autres sont tout aussi importantes que les vôtres, leur a-t-elle demandé avec insistance, afin que nous puissions fusionner les enjeux de justice sociale, de travail et d'environnement, rejeter notre présent système destructeur et restaurer

l'importance des biens communs. »

Bill McKibben, fondateur du mouvement 350.org, a souligné le besoin urgent de réduire radicalement les gaz à effet de serre. Selon lui, l'été 2010 – avec ses inondations dévastatrices au Pakistan, ses terribles vagues de chaleur en Russie et ses températures records dans beaucoup de régions du monde – n'était qu'un avant-goût de ce à quoi ressemblera une planète plus chaude. M. McKibben, environnementaliste de longue date, a expliqué que la solidarité du mouvement syndical – c'est-à-dire la collaboration pour le bien commun – est un principe qui doit guider tous les groupes progressistes dans leur lutte pour la protection du climat.

scfp.ca/baladodiffusion

Appui du SCFP aux syndicalistes haïtiens

par Rhonda Spence

LES PLANS VONT BON train pour aider la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP) à Haïti. Après le tremblement de terre dévastateur de janvier 2010, la CTSP a rapidement déterminé que la reconstruction de ses bureaux était une priorité. Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP, faisait partie de la première mission à Haïti

organisée par l'Internationale des services publics (ISP) et a dirigé les efforts déployés pour mettre en marche les projets.

Le projet de reconstruction des bureaux de la CTSP a fait l'objet d'une discussion à la réunion de l'ISP tenue en septembre 2010 avec des représentants de la CTSP et d'un groupe de syndicats de l'ISP des Amériques. Après cette réunion et la conclusion d'une entente avec



Des militants manifestent à Saskatoon pour appuyer Abousifian Abdelrazik.

Des citoyens bravent la bise hivernale pour s'exprimer

par Beth Smillie

DES CITOYENS préoccupés ont bravé une tempête glaciale à Saskatoon le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, pour prendre la défense d'Abousifian Abdelrazik. Le Canadien Abdelrazik est revenu du Soudan il y a 17 mois après y avoir passé six années en exil.

Il n'a jamais été accusé d'aucune infraction, mais son nom demeure inscrit sur la liste noire du Conseil de sécurité des Nations Unies qui impose des sanctions aux individus, dont l'interdiction de voyager à l'étranger et le gel de leurs avoirs.

« Le traitement réservé à M. Abdelrazik par le gouvernement

fédéral est inexcusable », a déclaré Tracy Marchant, qui prenait la parole à la manifestation et qui en a profité pour blâmer le gouvernement Harper pour avoir violé les droits fondamentaux d'Abousifian.

Le gouvernement Harper maintient les sanctions 1267 de l'ONU contre M. Abdelrazik, même si ce dernier n'a été accusé d'aucun crime. « Tant le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) que la GRC ont publiquement déclaré n'avoir aucune preuve contre lui », a souligné Simon Lewis, qui prenait aussi la parole au rassemblement.

Les sanctions 1267 – qui empêchent M. Abdelrazik de travailler et de détenir un compte bancaire – sont d'une durée indéterminée. Les personnes inscrites sur la liste 1267 n'ont pas le droit d'être entendues – ce qui constitue une violation flagrante de la *Charte canadienne* et du droit international.

Des pays comme la Grande-Bretagne refusent d'imposer ces sanctions à leurs ressortissants inscrits sur la liste 1267 parce qu'ils les jugent inconstitutionnelles.

Pour en savoir plus sur Abousifian Abdelrazik, consultez le site peoplescommission.org/fr

l'ISP, le SCFP a lancé un appel aux membres du Québec, du Canada et des États-Unis pour obtenir du financement. Plusieurs syndicats ont confirmé leur participation.

La CTSP a retenu les services d'un ingénieur de Port-au-Prince et les plans d'un édifice ont été dessinés. Le SCFP a collaboré avec son propre entrepreneur en construction pour étudier les plans et en établir le coût. On estime qu'un modeste édifice à bureaux peut être construit pour environ 50 000 \$.

Une entente entre la CTSP et les syndicats qui l'appuient a été conclue, la CTSP participant à tous les aspects du projet. Au début de 2011, toutes les parties se réuniront pour amorcer la phase de construction.

La solidarité avec les travailleurs du secteur public haïtien est un élément crucial de la reconstruction d'une société basée sur le respect et l'autodétermination. Le SCFP sera là pour participer à ces efforts.

Arrestation de militants syndicaux en Iran

par Derek Blackadder et Farid C. Partovi

EN IRAN, l'État réprime tout effort de recrutement syndical. En mai dernier, l'enseignant Farzad Kamangar a été exécuté, après un procès qui a duré cinq minutes, pour « avoir mis en danger la sécurité nationale » et parce qu'il était « un ennemi de Dieu ».

L'élection à un poste de leadership dans un syndicat est une garantie d'emprisonnement ou de congédiement. Les militants de la Tehran and Suburbs Bus Company sont régulièrement arrêtés par le gouvernement qui tente de perturber leurs activités syndicales. À l'heure actuelle, quatre membres du syndicat sont en prison. Mansour Osanloo et Ebrahim Madadi, respectivement président et vice-président du syndicat,

sont emprisonnés depuis trois ans et demi, pendant que Reza Shahabi, trésorier du syndicat, est incarcéré sans procès depuis juin 2010. Le militant Gholamreza Gholamhosseini est détenu sans contact avec l'extérieur depuis le 3 novembre 2010.

Presque tous les représentants élus du Syndicat des travailleurs de la Haft Tepeh Sugarcane Company ont été congédiés et sont constamment arrêtés et jetés en prison depuis 2009. L'ancien président Ali Nejati, a passé plus de six mois en prison, et l'actuel président Reza Rakhshan, a été transféré à la prison de Fajr, à Dezful, le 3 janvier 2011 pour y purger une sentence d'emprisonnement de six mois pour avoir diffusé des mensonges

dans un article intitulé « Nous sommes une grande famille ». En outre, Behnam Ebrahimzadeh, militant syndical bien connu et incarcéré depuis juin 2010, a été condamné à 20 ans de prison.

Ces attaques contre les militants syndicaux et leurs organisations en Iran ont lieu pendant que le gouvernement met en oeuvre d'immenses mesures néolibérales de privatisation et de réduction des subventions qui répondent aux besoins les plus fondamentaux de la population iranienne.

Pour en savoir plus sur les luttes des travailleurs en Iran, vous pouvez suivre : labourstart.org et info@workers-iran.org

Suite de la page 1
automatique; en effet, ils doivent syndiquer chaque membre individuellement et recueillir les cotisations auprès de chaque membre, ce qui représente déjà un défi en soi. Les travailleurs sont non seulement mal payés – surtout lorsqu'ils travaillent à contrat, souvent par l'entremise de courtiers – mais de plus, beaucoup n'ont pas accès à une infrastructure de transport, de communications, de logement et autres dont profitent les travailleurs canadiens.

La corruption de nombreuses administrations municipales est un autre grand défi à relever pour celles et ceux

qui veulent syndiquer les travailleurs. Les sketches présentés par les équipes provinciales à la dernière soirée de l'atelier illustraient clairement les effets de la corruption non seulement sur l'attribution des contrats, mais aussi sur la dynamique des relations de travail. Des comédiens ont habilement mis en scène le harcèlement sexuel et émotif, les arnaques des courtiers en travail et le népotisme dans l'embauchage, tout en proposant des solutions qui mettaient en lumière l'impact positif de la participation à la vie syndicale. Le SAMWU est déterminé à dénoncer la corruption et à défendre la prestation publique des services publics.

En Afrique du Sud, le taux de chômage dépasse les 25 pour cent et atteint parfois 80 pour cent dans certains townships; les femmes ressentent vivement le manque de services (comme les garderies ou le soutien contre la violence familiale). L'atelier a rassemblé des militantes du SAMWU pour amorcer une réflexion sur la place de l'égalité dans la cause plus large de l'amélioration des conditions de travail et de vie, ce que beaucoup considèrent comme la suite logique de la participation historique du mouvement syndical à la lutte pour la justice sociale en Afrique du Sud.